

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

« Si la classe ouvrière conspire (elle qui forme la grande masse de toute nation, elle qui produit toute richesse, et au nom de qui les puissances usurpatrices prétendent régner), elle conspire publiquement, tel le soleil qui conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors d'elle-même il n'existe pas de pouvoir légitime. » (Karl Marx, *Proclamation du Conseil Général de l'AIT*, 3 mai 1870.)

I - Note d'introduction

II - Lénine, Staline et Enver Hoxha à propos de la démocratie bourgeoise

III - Marx, Lénine, Staline et Enver Hoxha à propos de la dictature du prolétariat

Note d'introduction*

L'attitude des différentes factions marxistes envers la dictature du prolétariat est un trait particulièrement révélateur de leur véritable nature, car c'est ce qui démarque le marxiste [léniniste] du prototype du 'petit-bourgeois éclairé'.

Les marxistes 'critico'-utopiques et révisionnistes, quand ils ne se disent pas [en théorie] opposés à la dictature du prolétariat (1), le sont [dans la pratique], lorsque celle-ci se trouve réalisée : la vision des luttes de classes aiguës les horrifient et les poussent à vouloir apaiser les luttes de classe [en attrapant le poing du prolétariat pour l'empêcher de frapper] ; de ce fait, par leur politique de réconciliation, ils constituent le dernier rempart des débris des classes exploiteuses (2). Ceux là, ce sont essentiellement l'intelligentsia petite-bourgeoise [politiciens réformistes, artistes et écrivains 'de gauche'] ainsi que les trotskistes [petits-bourgeois parfois animés d'un sincère sentiment de révolte, mais sous l'emprise de l'historiographie et de l'idéologie bourgeoises dont ils sont victimes de la propagande], qui y voient la manifestation d'une dictature personnelle et de la pieuvre bureaucratique.

Les marxistes-léninistes, eux, reconnaissent dans la pratique, la nécessité pour le prolétariat d'exercer une dictature de classe intransigeante et absolue [y compris dans le domaine idéologique et culturel] sur les classes exploiteuses brisées.

C'est ce qui distingue les camarades Lénine, Staline et Enver Hoxha de renégats du marxisme tel Kautsky, Khrouchtchev et Tito. Les premiers ont bien conscience de l'âpreté de la lutte qu'est *la pratique* du marxisme, (c'est-à-dire le renversement de l'ordre existant), tandis que les seconds fuient le conflit, désarment idéologiquement le prolétariat,

fournissent un précieux secours aux vestiges des classes dominantes déchues en leur permettant de se reconstituer en tant que classe, de rassembler leur forces en vue de renverser la dictature du prolétariat, rétablissant du même coup celle de la bourgeoisie.

Cette aide, la bourgeoisie reconnaissante sait l'apprécier à sa juste valeur, et, en guise de remerciements, leur accorde une place de choix dans son historiographie comme *marxistes authentiques* (3) ayant lutté contre le *totalitarisme stalinien* [lisez 'dictature du prolétariat'], comme promoteurs de la *détente est-ouest*, de la *Glasnost* (Transparence) et de la *Perestroïka* (Réformes) [lisez 'de la soumission totale aux pays impérialistes concurrents'].

Ces 'rectifications' et ces 'réformes', entreprises avec la restauration du capitalisme après 1953 et achevées avec l'éclatement de la sphère d'influence de ce nouveau concurrent impérialiste en 1991, maquillées par la démagogie des phrases gauchistes et du fatras démocratique, ont aujourd'hui un goût bien amer pour ceux qui y ont cru...

En dernier ressort, les 'marxistes' révisionnistes et 'critico'-utopiques, sont les meilleurs alliés de la frange impérialiste la plus réactionnaire, les premiers sont leur *cheval de Troie* au sein du Parti, et les seconds sont les idéologues d'un *marxisme aseptisé*, tel qu'il est acceptable pour les classes dirigeantes. (4) Car s'il est bien une perspective qui soit absolument inacceptable pour la bourgeoisie, c'est celle de se voir dicter sa conduite par le prolétariat !

A ceux qui ne menacent pas l'ordre établi [Trotskistes (5) et révisionnistes du P'C'F], il est permis de s'exprimer sur les ondes ; et la démocratie bourgeoise de *remercier* ceux qui lui fournissent l'alibi de la liberté *d'opinion* et de *critique*...

... la préservant ainsi des coups que sinon les travailleurs [*détrompés*] lui porteraient !

Pourquoi, sinon, ne jamais donner la parole aux marxistes-léninistes ?

Pourquoi, sinon, avoir interdit le PCMLF (6) en 1968 ?

"Rara temporum felicitas, ubi quae velis sentire et quae sentias dicere licet !"

**[O temps heureux, où l'on peut penser ce que l'on veut, et dire ce que l'on pense !
(Tacite)]**

Notes :

* Corrigée en juillet 2008.

(1) En effet, nombre de 'marxistes réformistes' sont très attachés aux principes du parlementarisme

bourgeois. Or le multipartisme 'démocratique' n'a pas grand chose de démocratique : le multipartisme 'démocratique' qui règne au sein de la sphère politique de la société bourgeoise moderne reflète tout autant les luttes pour la défense des intérêts communs à l'ensemble des factions de la bourgeoisie, c'est-à-dire les luttes visant à sauvegarder et à consolider le diktat des classes possédantes sur le prolétariat, que les luttes résultant des divergences des intérêts individuels qui opposent les différentes castes de la bourgeoisie, financière, foncière et industrielle d'une part, et entre la petite-moyenne bourgeoisie et la bourgeoisie monopoliste d'autre part ; chaque faction de la bourgeoisie tendant à revendiquer la plus grande part de la plus-value acquise par l'exploitation de la classe prolétaire... tel une nuée de vautours se disputant une carcasse afin de savoir à qui en reviendra le meilleur morceau ! A l'inverse, le *monopartisme prolétarien* qui constitue la condition *sine qua non* de la dictature du prolétariat sur l'ensemble des classes possédantes, est l'expression de l'intérêt commun à l'ensemble des prolétaires, c'est à dire visant à la prise des mesures tendant à réaliser leur émancipation : le passage graduel de la société capitaliste à la société communiste. A la *dictature multipartite* de la bourgeoisie, il convient d'opposer la *dictature monopartite* révolutionnaire du prolétariat. ([Retour](#))

(2) Cf. l'attitude adoptée par Boukharine lors de la collectivisation agricole, face à l'âpreté de la lutte entre les koulaks et les paysans pauvres (voir *l'Histoire du Parti Communiste Bolchevik de l'URSS* et *Un autre regard sur Staline*) et cf. l'attitude de Kautsky qui, en 1930, écrivant son ouvrage *Le bolchevisme dans l'impasse*, fournissait des armes idéologiques précieuses aux impérialistes, dans leur guerre de l'information pour anesthésier la conscience révolutionnaire des peuples occidentaux, au moment même où la crise économique générale qui touchait le monde capitaliste éclaircissait les rangs du prolétariat sombrant dans la misère la plus noire... et allait frayer la voie au fascisme. Qu'en serait-il advenu, si des renégats comme Kautsky n'avaient pas clamé que le *bolchevisme était dans l'impasse* ? [Ce qui était archi-faux !] Et, bien, peut-être les prolétaires allemands auraient risqué de croire en cette perspective du *bolchevisme* et auraient-ils apporté un soutien encore plus large au KPD, risquant de hâter une révolution... et cela, la bourgeoisie ne pouvait l'accepter ! Que Trotski ait pu dire que les nazis étaient arrivés au pouvoir en Allemagne à cause du KPD, du Komintern et de Staline, voilà qui montre bien l'état de dégénérescence auquel il était arrivé, tout incapable de voir les répercussions de la crise de 1929 qui avait touché l'Allemagne de plein fouet ! Après la défaite de l'impérialisme allemand dans la guerre de 1914-1918, l'économie allemande était très fortement dépendante des capitaux US. Comme cette crise se déclencha chez ces derniers, ils rapatrièrent tout ce qu'ils purent, plongeant l'économie allemande (alors déjà en mauvais état) dans une situation de faillite, alors même que les impérialistes français la pressuraient à l'aide des conditions de réparation spoliatrices imposées par le traité de Versailles. C'est pourquoi à la fin de l'année 1933, l'industrie US était tombée à 65 % du niveau de 1929 ; l'industrie de l'Angleterre, à 86 % ; celle de la France, à 77 % et celle de l'Allemagne, à 66 %... La bourgeoisie allemande, la plus touchée en Europe, n'eût donc d'autre choix que de se tourner vers le fascisme pour : 1° être en mesure de réprimer le mouvement ouvrier grandissant et 2° pouvoir entreprendre la militarisation de son économie à des fins de guerres de conquête... afin de pouvoir par la suite reconquérir les débouchés perdus et se sortir de la crise. (Cf. les conclusions de Staline sur les causes de l'arrivée des nazis au pouvoir [Histoire du P.C. (B) de l'URSS, chapitre XI - 1 ; disponible sur ce site] et sa définition de la loi économique du capitalisme de type impérialiste : « **Les traits principaux et les dispositions de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer le maximum de profit capitaliste en exploitant, en ruinant, en appauvrissant la majeure partie de la population d'un pays donné ; en asservissant et en dépouillant de façon systématique les peuples des autres pays, notamment ceux des pays arriérés ; enfin, en déclenchant des guerres et en militarisant l'économie nationale en vue d'assurer le maximum de profits.** ») Pour bien prendre conscience de la situation économique et politique de l'Allemagne durant l'entre-deux guerres, lisez l'histoire de *La république de Weimar* dans la collection *Ellipses* ; cet ouvrage synthétique n'a pas été écrit par des communistes, mais il recèle une documentation qui, passée au crible de la critique, disculpe les communistes du KPD et fournit un réquisitoire implacable quant aux causes économiques et à la responsabilité des 'démocraties occidentales' et des sociaux-

démocrates allemands dans le processus de fascisation. En définitive, le fascisme, dans sa définition générale, n'est rien d'autre que la forme d'Etat que se donnent les bourgeois impérialistes confrontés à la crise économique. La bourgeoisie monopoliste, soutenue par la petite-bourgeoisie agonisante, est alors poussée à s'emparer du pouvoir politique afin de défendre ses intérêts menacés. Ceci a pour conséquences : 1°) l'établissement de *mesures réactionnaires et liberticides* sur le plan de la *politique intérieure* afin de museler la contestation sociale. 2°) une *politique extérieure* agressive et orientée vers des *actes de pillage et d'asservissement* dont le but est soit de se procurer les matières premières nécessaires aux monopoles à meilleur marché, soit d'étendre les débouchés, ceci afin de contrer la baisse tendancielle du taux de profit via la création d'un pré carré colonial. ([Retour](#))

(3) Car il est bien connu que si la bourgeoisie critique les *erreurs du communisme et de Staline*, c'est pour *améliorer* le mouvement communiste international afin de laisser aux marxistes 'honnêtes et démocratiques' le champ libre. En 1913, dans *les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, Lénine disait que « (...) dans une société fondée sur la lutte des classes, il ne saurait y avoir de science sociale 'impartiale'. Toute la science officielle et libérale défend, d'une façon ou de l'autre, l'esclavage salarié, cependant que le marxisme a déclaré une guerre implacable à cet esclavage. Demander une science *impartiale* dans une société fondée sur l'esclavage salarié, est d'une *naïveté* aussi *puérile* que de demander aux fabricants de se montrer impartiaux dans la question de savoir s'il convient de diminuer les profits du Capital pour augmenter le salaire des ouvriers. » En matière d'historiographie, où *le matérialisme historique* [la *dialectique scientifique*] est foncièrement opposé à la conception bourgeoise idéalisante de *l'histoire des idées et des grands hommes* [la *dialectique mystique*], nombre de 'marxistes' : 1° sont restés bloqués au stade de la philosophie de l'histoire de Hegel et 2° ont une confiance aveugle dans les faits tel qu'ils nous sont relatés par nos bons et débonnaires idéologues bourgeois... ([Retour](#))

(4) Cf. le point de vue de Lénine sur cette même page. Coluche, le comique humanitariste, n'aurait sans doute pas cru qu'il touchait d'aussi près l'essence de la dictature du prolétariat, lorsque, résumant les principes du capitalisme et du communisme, il s'exclamait : « **Le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme** [lisez 'de la bourgeoisie, la *minorité*'] **par l'homme** [lisez 'du prolétariat, la *majorité*'], **le communisme, c'est le contraire !** » Qu'un petit-bourgeois philanthrope ait mieux compris Marx que nombre de 'marxistes', voilà qui laisse songeur ! ([Retour](#))

(5) Cela n'est pas un hasard, si *Les guignols de l'information* sur Canal +, qui constituent en apparence une critique on ne peut plus radicale du système [La World Company de Sylvester ; le Chirac flambeur en Super-menteur...] et qui sont destinés au public jeune qui se pose des questions, encensent les 'révolutionnaires' trotskistes (A. Laguiller et O. Besancenot), relayant leurs appels 'super-révolutionnaires'... et dans le même temps... tapent sur Lénine, clamant que la voie de la Révolution d'Octobre est dépassée... méthode au demeurant très efficace pour anesthésier la conscience révolutionnaire d'une jeunesse en quête de repères et d'alternatives ! Cependant, reconnaissons à ces *guignols* le mérite d'avoir fait par là l'aveux précieux que le trotskisme et le léninisme n'ont rien de commun... Staline disait avec raison que la théorie trotskiste de la 'révolution permanente' ne pouvait être appelée que par *dérision* théorie marxiste. [En effet, la *dérision*, c'est exactement l'impression qui émane à l'écoute du 'cri de guerre' d'Arlette Laguiller : 'Travailleurs, travailleuses, on vous ment, on vous spolie !' - Elle ne croit pas si bien dire : elle la première !] Le résultat pratique des 80 années de "révolution permanente" des trotskistes, c'est, sous couvert de faire l'apologie de la révolution mondiale, proclamer l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays, et de ce fait saboter les foyers révolutionnaires effectifs ; c'est l'anti-communisme [petit-] bourgeois enrobé d'une phraséologie gauchiste servant la propagande de la faction bourgeoisie la plus réactionnaire ; c'est la fusion avec toutes les forces de la contre-révolution ; c'est en définitive la manifestation d'une haine viscérale à l'égard du socialisme réel et de la *pratique* de la dictature du prolétariat ; le camarade Staline disait à ce sujet que '**contre le pouvoir des Soviets, il se crée quelque chose comme un front unique allant de Chamberlain à Trotski**' ([Retour](#))

(6) PCMLF : Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Créé en décembre 1967, il fut interdit le 12 juin 1968 par la bourgeoisie, de connivence avec Georges Marchais qui, réglant ses comptes avec les marxistes-léninistes, déclara : « Il n'y a de place en France que pour un seul Parti Communiste » [lisez *Parti Révisionniste*]. Le P'C'F (comme nombre de PC européens) a avalisé les attaques de Khrouchtchev dès 1956, provoquant la scission du Parti. Il va s'en dire que le P'C'F n'a pas grand chose à voir avec le PCMLF... Cela rappelle étrangement la situation des bolchéviks plongés dans l'illégalité et persécutés durant la période de réaction stolyпинienne, tandis que les menchéviks 'social-réformistes' pouvaient se promener au grand jour sans être inquiétés... Lénine n'en aurait pas été étonné, lui qui disait que sous la domination bourgeoise, les différentes formes d'institutions politiques sont très atténuées : le tsarisme féodal absolutiste tout comme la démocratie parlementaire bourgeoise ont ceci de commun que tous deux estiment opportun d'interdire les partis qui menacent réellement les classes régnautes. ([Retour](#))

Lénine, Staline et Enver Hoxha à propose de la démocratie bourgeoise et de la démocratie véritable



« Les élections pour la Douma d'Etat obligent tous les partis à intensifier leur agitation, à rassembler leurs forces pour faire élire le plus grand nombre possible de députés de « leur » parti.

A cet effet, on déploie chez nous comme dans tous les autres pays une réclame électorale sans vergogne. Tous les partis bourgeois, c'est-à-dire ceux qui montent la garde autour des privilèges économiques des capitalistes, font de la réclame à leurs partis respectifs exactement comme les capitalistes font de la réclame à leurs marchandises. Regardez les annonces commerciales publiées dans les journaux, et vous verrez que les capitalistes inventent pour leurs marchandises les noms les plus « sensationnels », les plus tapageurs, les plus à la mode, et qu'ils les vantent avec un sans-gêne absolu, sans reculer devant aucun mensonge ni aucune supercherie.

Le public — du moins dans les grandes villes et dans les centres de commerce — est habitué depuis longtemps à la réclame commerciale, et sait ce qu'elle vaut. Malheureusement, la réclame politique induit en erreur infiniment plus de monde, il est beaucoup plus difficile de la démasquer, le mensonge s'ancre ici bien plus solidement. Les appellations des partis — en Europe comme chez nous — sont choisies parfois avec le but manifeste de servir de réclame ; les « programmes » des partis sont couramment rédigés à seule fin de tromper le public. Bien souvent, plus il y a de liberté politique dans un pays capitaliste, plus il y a de démocratisme, c'est-à-dire plus il y a de pouvoir populaire et de représentants du peuple, et plus impudente est la réclame que font les partis.

Mais ceci étant, comment s'orienter dans la lutte des partis ? Cette lutte, avec ses mensonges et sa réclame ne prouve-t-elle pas que les institutions représentatives, les parlements, les assemblées des représentants du peuple sont en général inutiles et même nuisibles, comme le prétendent les réactionnaires avérés, ennemis du parlementarisme ? Non point. Avec l'absence d'institutions représentatives, *il y a encore beaucoup plus* de mensonges, d'hypocrisie politique, de supercherie de toute sorte, et le peuple a beaucoup moins de ressources pour démasquer le mensonge et trouver la vérité. Pour s'orienter dans la lutte des partis, il ne faut pas les croire sur parole ; il faut étudier l'histoire véritable des partis, étudier bien moins ce que les partis disent d'eux-mêmes que ce qu'ils *font*, comment ils s'y prennent pour résoudre différents problèmes politiques, comment *ils se comportent* dans les questions qui touchent aux intérêts

vitaux des différentes classes sociales : propriétaires fonciers, capitalistes, paysans, ouvriers, etc. Plus un pays possède de liberté politique, plus ses institutions représentatives sont stables et démocratiques, et plus il est facile aux masses populaires de s'orienter dans la lutte des partis et de *s'initier à la politique*, c'est-à-dire d'apprendre à dénoncer le mensonge et à trouver la vérité. » (Lénine, *Les partis politiques en Russie*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 282.)



« La question n'est pas que nos élections seront générales, égales, secrètes et directes, encore que ce fait ait par lui-même une grande importance. La question est que nos élections générales seront les plus libres et les plus démocratiques, comparativement aux élections de tout autre pays du monde.

Les élections générales se font également dans un certain nombre de pays capitalistes, dits démocratiques. Mais dans quelles conditions s'y font-elles ? Au milieu des collisions de classes, de l'hostilité des classes, cependant que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les banquiers et autres requins du capitalisme exercent une pression sur les électeurs. De telles élections, fussent-elles générales, égales, secrètes et directes, on ne saurait les dire parfaitement libres, parfaitement démocratiques. (...)

Je voudrais ensuite, camarades, vous donner un conseil, un conseil de candidat-député à ses électeurs. Si l'on prend les pays capitalistes, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même- assez singulières. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec les électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jurent fidélité, leur prodiguent une foule de promesses. C'est à croire que les députés dépendent entièrement des électeurs. Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout. Au lieu de la dépendance des députés vis-à-vis des électeurs, c'est leur entière indépendance. Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais ; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables ; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut : il est indépendant.

Ces relations, peut-on les regarder comme normales ? Pas du tout, camarades. Tenant compte de ce fait, notre Constitution a promulgué une loi conférant aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui commencent à biaiser, à dévier de la bonne voie, à oublier leur dépendance vis-à-vis du peuple, vis-à-vis des électeurs.

Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué envoyé au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, ses mandants ont le droit de demander de nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (*Rires, applaudissements.*) Loi remarquable que celle-là. Mon conseil, conseil de candidat-député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les secouer de leurs épaules, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion. » (Staline, *Discours prononcé devant les électeurs de la circonscription Staline de Moscou le 11 décembre 1937 au Grand Théâtre*, Lénine, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 22-23.)



« Dans toutes les formations économiques et sociales non socialistes, dans tous les Etats capitalistes et révisionnistes, la société n'est pas guidée par la classe ouvrière ni, en conséquence, par son parti révolutionnaire nourri de la théorie de Marx et de Lénine. Là existent diverses classes antagonistes qui sont dirigées par leurs partis, et ceux-ci ne représentent pas les intérêts véritables des masses ; mais ceux

de l'aristocratie ouvrière ou de la grande aristocratie bourgeoise. Ces partis font semblant de s'affronter dans leur action politique et de mener une lutte «démocratique» parlementaire, mais dans les parlements bourgeois,

«... on ne fait que bavarder à seule fin de duper le «peuple»». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 501.)

Les Etats où dominent les partis politiques de la bourgeoisie, bien qu'ils se camouflent en s'intitulant eux-mêmes «démocratiques», n'ont en fait dans leur action pas un brin de démocratie ni de liberté véritable, individuelle ou sociale.

La «démocratie», dans certains des pays non socialistes, s'exprime formellement à travers l'organisation de nombreux partis, qui, au cours de la campagne des élections législatives, en exerçant une puissante influence sur les masses travailleuses, en les dupant, ainsi qu'en manipulant le scrutin et ses résultats, arrivent à avoir chacun un groupe de députés au parlement. Les députés de ces partis ne sont que des politiciens chevronnés, passés maîtres dans la défense du régime au pouvoir, dans le renforcement de la position des trusts et des monopoles dans l'Etat capitaliste. Au parlement, ils se présentent comme s'ils donnaient au pays et au peuple la «liberté» et la «démocratie». Bien que les députés bourgeois discoursent comme des moulins tournant à vide sur les «droits de l'homme», là-bas, en dernier ressort, c'est le capitalisme qui domine, c'est la grande bourgeoisie, qui, de temps à autre, partage le pouvoir avec la bourgeoisie moyenne et maintient sous sa domination le prolétariat, la paysannerie pauvre, ainsi que l'autre partie des travailleurs, les artisans et les intellectuels pauvres, que le chômage et la faim ont réduits à une couche sociale révolutionnairement faible. Ces malheureux électeurs décident, comme le dit Marx,

«... une fois tous les trois ou six ans... quel membre de la classe dirigeante doit représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement...» (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 546, Tirana, 1975.)

Les partis politiques, au pouvoir ou à l'opposition, ont organisé leurs syndicats, qu'ils dirigent sous des formes soi-disant démocratiques, et auxquels ils permettent d'élever des protestations ou d'avancer des revendications. Mais ces protestations ou revendications encouragées par ces partis n'ont pas un caractère politique, elles ne tendent pas à renverser l'ordre capitaliste, qui exploite impitoyablement les travailleurs, mais seulement à faire introduire certaines réformes économiques d'une si faible importance qu'elles ne gênent guère la bourgeoisie (et c'est pourquoi de temps à autre celle-ci satisfait certaines de ces revendications) et n'apportent aucun profit substantiel au prolétariat et aux autres couches opprimées et exploitées. Mais ces «revendications» ont leur importance pour les défenseurs de l'ordre bourgeois, car elles leur servent à créer dans l'opinion la fausse impression que, sous le capitalisme, la classe ouvrière et les autres travailleurs font entendre «librement» leur voix. Pour se convaincre du caractère totalement mystificateur de ces pratiques, il n'est que de rappeler que, lorsque les revendications des masses dépassent les orientations données par les partis politiques et que celles-ci insistent pour obtenir réellement les libertés et les droits qui leur reviennent, alors interviennent les forces de défense de l'ordre capitaliste qui les noient dans le sang. L'histoire mondiale connaît une infinité de faits de ce genre. Les capitalistes cherchent à démontrer leur thèse mystificatrice selon laquelle dans leur système social existe la «démocratie», par l'argument éculé que là-bas les partis politiques ont leur presse, où ils peuvent exprimer leurs vues sur les problèmes du pays, sur le pouvoir et sur ses hommes. Lénine, démasquant la «liberté de la presse» invoquée par la bourgeoisie, a écrit :

«Les capitalistes... appellent «liberté de la presse» la suppression de la censure et la possibilité pour tous les partis d'éditer des journaux à leur gré. En réalité, c'est non pas la liberté de la presse, mais la liberté pour les riches, pour la bourgeoisie, de tromper les masses populaires opprimées et exploitées». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 444.)

Mais qu'est-ce en réalité la démocratie bourgeoise ? C'est une forme de domination de la bourgeoisie, alors que les droits et les libertés proclamés «pour tous», y ont un caractère purement formel et

mensonger, car, sous un régime dominé par la propriété privée, les moyens socio-économiques qui en assurent l'application effective, font défaut. Avec cette démocratie bourgeoise, on peut critiquer tel ou tel dans la presse, dans des réunions, ou au parlement, on peut critiquer un parti ou un gouvernement qui accède au pouvoir, on peut disserter tant qu'on veut, mais on ne peut rien changer, on est contraint d'en rester aux paroles, car le pouvoir économique et politique capitaliste, avec ses appareils, est préparé à se jeter comme une fauve contre quiconque s'en prend par des actes à la classe dominante, à l'oligarchie financière. (...) Les lois qui sont approuvées dans les parlements bourgeois et révisionnistes expriment la volonté de la classe dominante et elles défendent ses intérêts. Ces lois profitent aux partis du capital qui forment la majorité au parlement. Mais les partis prétendent à l'opposition et qui, souvent, représentent les intérêts de l'aristocratie ouvrière et des koulaks, ne manquent pas non plus d'en profiter. Ces partis «d'opposition», qui sont soi-disant en contradiction avec ceux qui ont obtenu la majorité des sièges et qui appuient le grand capital, mènent grand bruit, ils «critiquent», etc., mais leur bruit ne guérit ni le chômage, ni l'émigration, ni l'inflation. Quels que soient les cris et les critiques de l'opposition au parlement, les prix montent, la vie se corrompt et dégénère, les assassinats, les hold-ups et les enlèvements dans la rue, de jour et de nuit, deviennent toujours plus inquiétants. Ce chaos et cette confusion, cette liberté des malfaiteurs pour perpétrer leurs crimes, voilà ce que les capitalistes et les révisionnistes appellent «démocratie véritable» ! » (Enver Hoxha, *La démocratie prolétarienne est la démocratie véritable*, Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, p. 110-112.)

Marx, Lénine, Staline et Enver Hoxha à propos de la dictature du prolétariat



« Toute classe qui aspire à la domination – même si cette domination a pour condition, comme c'est le cas pour le prolétariat, l'abolition de toute l'ancienne forme de société et de la domination en général – doit d'abord s'emparer du pouvoir politique afin de présenter, elle aussi, son intérêt comme l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dès le début. » (Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1846)

« La liberté consiste à transformer l'État, organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle (...) Dès lors la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un pouce. Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. Le programme [de Gotha] ne s'occupe pas, pour l'instant, ni de cette dernière, ni de l'État futur dans la société communiste. Ses revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc. Elles sont simplement l'écho du Parti populaire bourgeois, de la Ligue de la paix et de la liberté. Rien de plus que des revendications déjà *réalisées*, pour autant qu'elles ne sont pas des notions entachées d'exagération fantastique. » (Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875)



« Il est souvent dit et écrit que le point principal dans la théorie de Marx est la lutte des classes. Mais c'est faux. Et cette fausse notion aboutit très souvent à une altération opportuniste du marxisme et sa falsification dans un esprit acceptable pour la bourgeoisie. Quant à la théorie de la lutte des classes elle n'a pas été créée par Marx, mais par la bourgeoisie avant Marx et, en général, c'est acceptable pour la bourgeoisie. Ceux qui reconnaissent seulement la lutte des classes ne sont pas encore des marxistes ; ils peuvent toujours se trouver encore dans les limites de la pensée et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la théorie de la lutte des classes signifie tronquer le marxisme, le déformant, le réduisant à quelque chose acceptable pour la bourgeoisie. Seulement est marxiste celui qui prolonge l'identification de la lutte des classes à l'identification de la dictature du prolétariat. C'est ce qui constitue la distinction la plus profonde entre le Marxiste et l'ordinaire petit (aussi bien que grand) bourgeois. C'est la pierre de touche sur laquelle la compréhension réelle et l'identification de marxisme doit être évaluée (...) L'essence de la théorie de Marx de l'état a été maîtrisée seulement par ceux qui se rendent compte que la dictature d'une seule classe est nécessaire non seulement pour chaque société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui a renversé la bourgeoisie, mais aussi pendant la période entière historique qui sépare le capitalisme de "la société sans classe" du communisme. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, 1917)

« Quiconque n'a pas compris la nécessité de la dictature de toute classe révolutionnaire pour remporter la victoire n'a rien compris à l'histoire des révolutions ou ne veut rien savoir dans ce domaine. » (Lénine, *Le prolétariat et sa dictature*.)



« La dictature du prolétariat ne peut être la démocratie « intégrale », la démocratie pour *tous*, pour les riches et pour les pauvres ; elle « doit être un Etat démocratique, mais uniquement *pour le prolétariat et les non-possédants* ; un Etat dictatorial, mais uniquement *contre la bourgeoisie...* » (*L'Etat et la révolution*). Les discours de Kautsky et consorts sur l'égalité universelle, la démocratie pure, parfaite, ne sont que des phrases bourgeoises voilant l'inadmissibilité d'une égalité entre les exploités et les exploités. La théorie de la démocratie « pure » est celle de l'aristocratie ouvrière apprivoisée et entretenue par les pillards impérialistes. Elle a été élaborée pour couvrir les plaies du capitalisme, farder l'impérialisme et lui conférer une force morale dans sa lutte contre les masses exploitées. En régime capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir de libertés véritables pour les exploités, car les locaux, les imprimeries, les entrepôts de papier, etc., nécessaires pour l'utilisation de ces libertés, sont le monopole des exploités. En régime capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir de participation véritable des masses exploitées à l'administration du pays, parce que, dans les pays les plus démocratiques, les gouvernements sont instaurés non pas par le peuple, mais par les Rotschild et les Stinnes, les Rockefeller et les Morgan. En régime capitaliste, la démocratie est une démocratie *capitaliste* ; c'est la démocratie de la minorité exploiteuse basée sur la limitation des droits de la majorité exploitée et dirigée contre cette majorité. Ce n'est que sous la dictature du prolétariat que sont possibles les libertés véritables pour les exploités et la participation réelle des ouvriers et des paysans à l'administration du pays. Sous la dictature du prolétariat, la démocratie est *prolétarienne* ; c'est la démocratie de la majorité exploitée, basée sur la limitation des droits de la minorité exploiteuse et dirigée contre cette minorité. » (Staline, *Les bases du léninisme*, 1924)

« De là, trois côtés fondamentaux de la dictature du prolétariat : 1. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploités, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ; 2. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploitées, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ; 3. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans Etat. La dictature du prolétariat est la réunion de ces trois côtés, dont aucun ne peut être considéré comme l'indice caractéristique *unique* de cette dictature, et dont l'absence d'un seul suffit pour que la dictature du prolétariat cesse d'être une dictature dans un pays encerclé par le capitalisme. »

(Staline, *Du léninisme*, 1925)



« Dans le domaine politique Khrouchtchev et son groupe ont sali et ont renoncé à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, l'appelant "une altération staliniste" et proclamant la période entière historique de la direction de Staline "une période sombre, anti-démocratique, une période des violations de la légalité socialiste, de terreur et de meurtres, de prisons et de camps de concentration". La route a été ainsi ouverte pour la liquidation de la dictature du prolétariat et pour son remplacement par la dictature bureaucratique et contre-révolutionnaire de la nouvelle aristocratie "socialiste" qui est née et se développait, tout cela étant couvert de slogans trompeurs de "démocratisation" et de "la restauration de la liberté et la justice socialiste" prétendument "perdue et maintenant regagnée." » (Enver Hoxha, *La démagogie des révisionnistes soviétiques ne peut couvrir leur visage de traître*, 1969)

[Retour à la page idéologie](#)